



Argentine: en route contre l'impunité ?

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
rue Maurice Liétart, 31/6 • B-1150 Bruxelles • Belgique
tél. 32-(0)2-738.08.01 • fax 32-(0)2-738.08.00
info@justicepaix.be • www.justicepaix.be

A N A L Y S E 2 0 0 7

Argentine: en route contre l'impunité ?

Ce 28 octobre 2007, l'Argentine s'est choisi un nouveau chef de l'État. Christina Kirchner succède à son mari dès le premier tour des élections avec plus de 43% des suffrages. Elle devance largement sa principale concurrente Elisa Carrio, créditée de seulement 23% des voix¹. Un grand défi attend Mme Kirchner au tournant : la lutte contre l'impunité des crimes commis pendant la dictature militaire, qui a vu plus de 30.000 personnes disparaître. Malgré des avancées significatives pendant le mandat de Nestor Kirchner, les associations de droits de l'Homme maintiennent la pression. Elles veulent que les responsables soient traduits devant la justice, et punis pour leurs actes ignobles perpétrés entre 1976 et 1983.

Christina Kirchner a été facilement élue avec une écrasante majorité à la présidence argentine. Son mari lui avait bien ouvert la voie, en enclenchant notamment une série de politiques économiques qui ont permis d'améliorer les conditions de vie des Argentins. En effet, la grande crise de 2001 avait précipité plus de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté.

Arrivé au pouvoir en 2003 avec un taux d'avis favorable historiquement bas, Nestor Kirchner a réussi à apaiser un climat social explosif à l'aide d'un discours résolument anti-néolibéral. S'opposant au FMI, il est parvenu à négocier une réduction de la dette externe. Bénéficiant d'une conjoncture internationale favorable aux pays exportateurs de matière première, le Président a boosté la croissance du pays. Le chômage est passé de 22,5 à 7,7 % et la pauvreté a nettement régressé². Kirchner a ainsi réussi à se poser en sauveur aux allures progressistes. Mais les mesures populistes d'assistanat aux personnes ne peuvent néanmoins pas cacher les échecs de son mandat. L'augmentation des dépenses publiques a provoqué une inflation proche des 20%³, et le manque de volonté d'opérer une juste répartition des richesses parmi la population argentine commence à irriter certains secteurs. Ainsi, les enseignants sont en lutte depuis le mois de mars 2007. Ceux-ci revendiquent des valorisations salariales et des conditions de vie meilleures.

¹« L'élue du miracle économique », *La Libre Belgique*, 30 octobre 2007.

²Teixera, Duda « D'un Kirchner à l'autre ». *Courrier international*. N°886, 25 octobre 2007.

³Ibidem.

Un mandat engagé

Nestor Kirchner bénéficie désormais d'une image positive auprès d'une large frange de la population.

La clé de son succès : les importants progrès enregistrés en matière de lutte contre l'impunité des crimes commis par le régime militaire. Entre 1976 et 1982, plus de 30.000 personnes ont disparu, pour la plupart des jeunes activistes de gauche, accusés de subversion, et torturés sauvagement par les forces militaires, sous l'œil complaisant de l'Église catholique romaine et de l'appareil étatique. 500 enfants ont été enlevés à leurs parents pour être offerts à des familles bourgeoises, proches du régime. Aujourd'hui, ces « desaparecidos⁴ » cherchent encore pour la plupart leurs véritables parents.

Lors de son dernier mandat, Kirchner a fait de l'impunité une de ses priorités politiques. Se montrant solidaire avec les nombreuses associations de défense des droits de l'Homme qui luttent depuis plus de 25 ans pour reconnaître le droit aux victimes d'obtenir réparation pour les préjudices subis, il a multiplié les gestes forts. Ainsi, après avoir demandé « pardon » au nom de l'État pour les crimes commis pendant la répression, il a réorganisé l'appareil judiciaire, nommé de nouveaux responsables militaires et policiers et a promis qu'une enquête approfondie serait mise en place pour chaque acte de torture et de disparition dénoncé.

Le 24 mars 2004, en visitant l'ESMA⁵, Nestor Kirchner annonçait la volonté d'y créer un musée dédié aux victimes de la dictature. Un véritable « *espace pour la mémoire, de promotion et de défense des droits humains* », selon le CELS⁶, qui souligne également les mérites éducatifs du projet. Cette visite fut suivie d'une halte au Collège militaire de l'armée au cours de laquelle le Président obligea le Commandant en chef à décrocher les portraits de Jorge Videla et de Roberto Bignone, respectivement le premier et le dernier dirigeant des juntes militaires argentines.

Kirchner a également forcé le Congrès à voter en 2004 l'annulation des lois dites de « point final » et « d'obéissance due », qui assuraient l'impunité des tortionnaires. Ces lois furent promulguées pendant la présidence de Raul Alfonsín en 1986 qui, sous le couvert d'un retour à la démocratie marqué par l'oubli pour faciliter la réconciliation, s'ingénia ainsi à protéger les responsables militaires. Dans les années nonante, le Président Carlos Menem vint achever le travail pour consacrer l'impunité des responsables, sous les protestations indignées des associations de défense des droits humains. Une commission d'enquête, la CONADEP (commission sur la disparition des personnes), avait pourtant été mise en place dès la fin de la dictature en 1983, et son rapport final était accablant. Celui-ci accusait les forces armées de violations graves des droits humains, ainsi que de la disparition de milliers de personnes. Demandant que justice soit faite, le rapport concluait que « *la dictature militaire a produit la plus grande*

⁴ « Enfants disparus ».

⁵ Ecole de mécanique des armées (ESMA), la plus grande prison clandestine située au cœur de Buenos Aires, symbole tragique de la dictature militaire.

⁶ Centre d'études juridiques et sociales (CELS), ONG créée en 1979 pour dénoncer les violations des droits Humains et lutter contre l'impunité en Argentine.

*tragédie de l'Histoire argentine*⁷». Il aura donc fallu attendre plus de vingt ans pour que les barrières de l'impunité soient définitivement levées. Pourtant dès 1980, l'Argentine avait été condamnée dans un rapport de la commission interaméricaine des Droits humains de l'Organisation des États américains pour ses « *violations graves des droits humains* ».

Ces longues années d'attente n'ont fait qu'accroître, à juste titre, le sentiment de frustration de la population face à l'impunité dont jouissaient les responsables des crimes commis. Les familles des victimes ont soif de réparation⁸.

En ce sens, les gestes posés par le Président Kirchner sont en rupture nette avec les gouvernements précédents et consacrent la nécessité du travail de mémoire, de vérité et de justice dans l'élaboration d'un processus de réconciliation du peuple argentin face aux atrocités commises pendant la dictature militaire.

Des avancées relatives

Désormais, la voie est ouverte au jugement de plus de 1.500 militaires à la retraite, ainsi que de 400 encore actifs. Pourtant, depuis l'annulation des lois d'amnistie à peine quatre condamnations ont été prononcées : deux policiers, un responsable naval et un curé. « *On n'a pas encore osé toucher à l'armée, ni à la marine, ni à la force aérienne, qui sont pourtant les plus impliquées dans les crimes. Nous luttons tous ensemble pour voir ces criminels traduits devant la justice* », déclare le SERPAJ, une association de défense des droits humains. Et quand des procès ont lieu, il manque bien souvent à la barre les principaux accusés. Par ailleurs, les associations comme celle des « Mères de la Place de Mai » craignent que des remises de peines soient prononcées ou que les condamnés aillent purger leur peine dans des retraites dorées, et non dans des prisons communes.

Ces derniers mois ont également vu plusieurs témoins à charge, dans des procès contre des responsables de crimes perpétrés pendant la dictature, disparaître mystérieusement. Ces enlèvements résonnent avec l'insécurité qui règne dans certaines provinces, où les forces provinciales, véritables héritières du système répressif institué pendant le régime militaire, se rendent coupables d'actes de violence à l'encontre des mouvements sociaux pacifiques et ce en toute impunité.

En attendant que la nouvelle Présidente prenne ses fonctions, Nestor Kirchner a posé un dernier acte symbolique en inaugurant le 7 novembre 2007 un monument à la mémoire des disparus, composé de 30.000 briques et représentant une blessure ouverte. Christina Kirchner a donc un énorme défi qui se pose devant elle : libérer la société argentine des vieux démons de la dictature. Tout en ayant appuyé son mari sur les questions de droits humains, elle n'a pourtant pas défini de programme précis en matière de lutte contre l'impunité. Un retour en arrière ?

⁷Rapport de la Commission sur la disparition de personnes(CONADEP), Buenos Aires, septembre 1984.

⁸Pour plus d'informations sur le thème de l'impunité, voir « *Réconcilier l'inconciliable ? Comment rendre justice et mémoire ? Un travail sur le passé pour un avenir de paix et de démocratie* », étude publiée en 2005 par la Commission Justice et Paix francophone de Belgique.

Les associations de défense des Droits de l'Homme doivent continuer leur travail de pression afin que le gouvernement et la justice accomplissent leur devoir et fassent juger les responsables de ces crimes contre l'humanité. Le droit international et la Communauté internationale ont également un rôle important à jouer en continuant à juger, à l'extérieur de l'Argentine, les responsables militaires qui pensaient jouir de l'impunité en s'exilant en Europe. La Cour pénale internationale pourrait également constituer une formidable juridiction pour les punir.

Soulignons également que la nouvelle Présidente peut compter sur un signal fort lancé par une soixantaine de pays, qui ont signé le 6 février 2007 à Paris sous l'impulsion de la France et de l'Argentine, une convention internationale visant à empêcher les disparitions forcées.



Santiago Fischer
Chargé de Projets à Justice et Paix

Novembre 2007.